



TROISIÈME TRIMESTRE DE 2021 COMMUNIQUÉ PORTANT SUR LES RÉSULTATS

LA BANQUE ROYALE DU CANADA DÉCLARE SES RÉSULTATS POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE DE 2021

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*. Notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2021 ainsi que notre document d'information financière complémentaire sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse <http://www.rbc.com/investisseurs>.

Bénéfice net
4,3 milliards
de dollars
Hausse de 34 %
d'un exercice à l'autre

Bénéfice dilué par action
2,97 \$
Hausse de 35 % d'un
exercice à l'autre

DPPC ⁽¹⁾
(540) millions
de dollars
Ratio de la DPPC liée aux
prêts en baisse de 23 p.b. ⁽²⁾
d'un trimestre à l'autre

RCP ⁽³⁾
19,6 %
Hausse par rapport à 15,7 %
à l'exercice précédent

Ratio CET1
13,6 %
Nettement supérieur
au seuil réglementaire

TORONTO, le 25 août 2021 — La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 4,3 milliards de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2021, soit une hausse de 1,1 milliard, ou 34 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 2,97 \$, ayant monté de 35 % en regard d'il y a un an. Nos résultats pour ce trimestre tiennent compte de reprises de dotations liées aux prêts productifs de 638 millions de dollars, lesquelles ont découlé surtout de l'amélioration de nos perspectives macroéconomiques et de celles concernant la qualité du crédit, alors que des dotations de 280 millions de dollars avaient été constituées au même trimestre de l'exercice précédent en raison de l'évolution des répercussions de la pandémie de COVID-19. Le bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine s'est renforcé sur un an, ce qui est attribuable en grande partie à l'incidence favorable de la diminution des dotations. L'amélioration des résultats des secteurs Assurances et Services aux investisseurs et de trésorerie a également contribué à cette hausse.

Le bénéfice avant dotations et impôts ⁽⁴⁾ s'est élevé à 5,0 milliards de dollars, en hausse de 6 % par rapport à il y a un an, ce qui est principalement attribuable à la forte croissance des volumes auprès de la clientèle et des actifs liés aux services tarifés des clients, à des marchés positifs, au montant record des revenus tirés des services de banque d'investissement et à des dépenses discrétionnaires gérées avec rigueur. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence des faibles taux d'intérêt, le repli des revenus tirés des activités de négociation et la hausse de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net a grimpé de 281 millions de dollars du fait de l'amélioration des résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux, Gestion de patrimoine et Assurances. Ces résultats ont été contrebalancés en partie par le recul du bénéfice du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie.

Le ratio de la DPPC liée aux prêts s'est établi à (28) p.b., en baisse de 23 p.b. par rapport au trimestre précédent, en raison principalement du recul des dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux. Le ratio de la DPPC liée aux prêts douteux s'est dégagé à 8 p.b., en baisse de 3 p.b. par rapport au trimestre précédent.

Notre position de capital est demeurée solide, avec un ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) de 13,6 %, ce qui a soutenu la forte croissance des volumes attribuable aux activités des clients et le versement d'un dividende de 1,5 milliard de dollars sur les actions ordinaires.

« Guidée par notre raison d'être, RBC a continué d'honorer son engagement d'offrir à nos clients, aux collectivités et à nos actionnaires une valeur durable à long terme. La diversification de nos activités et notre démarche disciplinée en matière de gestion des coûts et des risques constituent les bases de nos résultats, lesquels ont également été favorisés par les investissements importants que nous avons faits dans la technologie et notre personnel afin de maintenir notre élan et d'offrir une expérience unique à notre clientèle. Les perspectives macroéconomiques nous portent encore à un certain optimisme, et nous entendons toujours soutenir nos clients et les collectivités tout au long de la reprise économique qui est en cours. »

– Dave McKay, président et chef de la direction de RBC

T3 2021
par rapport au
T3 2020

- Bénéfice net de 4 296 millions de dollars ↑ 34 %
- Bénéfice dilué par action de 2,97 \$ ↑ 35 %
- RCP de 19,6 % ↑ 390 p.b.
- Ratio CET1 de 13,6 % ↑ 160 p.b.

T3 2021
par rapport au
T2 2021

- Bénéfice net de 4 296 millions de dollars ↑ 7 %
- Bénéfice dilué par action de 2,97 \$ ↑ 8 %
- RCP de 19,6 % ↑ 20 p.b.
- Ratio CET1 de 13,6 % ↑ 80 p.b.

Cumul annuel 2021
par rapport au
cumul annuel 2020

- Bénéfice net de 12 158 millions de dollars ↑ 48 %
- Bénéfice dilué par action de 8,39 \$ ↑ 50 %
- RCP de 19,2 % ↑ 560 p.b.

(1) DPPC : Dotation à la provision pour pertes de crédit.

(2) p.b. : Points de base.

(3) RCP : Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Cette mesure n'a pas de sens normalisé en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR). Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR figurant à la page 4 du présent communiqué portant sur les résultats.

(4) Le bénéfice avant dotations et impôts correspond au bénéfice (4 296 millions de dollars au T3 2021, 3 201 millions au T3 2020) avant impôt (1 276 millions de dollars au T3 2021, 879 millions au T3 2020) et avant dotation à la provision pour pertes de crédit ((540) millions de dollars au T3 2021, 675 millions au T3 2020). Il s'agit d'une mesure hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR figurant à la page 4 du présent communiqué portant sur les résultats.

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

Le bénéfice net s'est chiffré à 2 113 millions de dollars, en hausse de 746 millions, ou 55 %, sur un an, en raison principalement de la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Le bénéfice avant dotations et impôts ⁽⁵⁾ s'est établi à 2 653 millions de dollars, en hausse de 12 % par rapport à il y a un an, ce qui reflète principalement la forte croissance moyenne des volumes de 9 % (10 % pour ce qui est des dépôts et 8 % dans le cas des prêts), dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que le fait que l'augmentation de la moyenne des soldes a accru les frais de placement liés aux fonds communs de placement, ce qui a été atténué par le rétrécissement des écarts. De plus, nous avons généré un levier d'exploitation positif, soit 6,3 %, tout en continuant d'investir dans les activités.

Le bénéfice net a augmenté de 205 millions de dollars, ou 11 %, comparativement au trimestre précédent, ce qui reflète essentiellement la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit. L'incidence des trois jours de plus qu'a comptés ce trimestre et la croissance moyenne des volumes de 2 % dans le secteur Services bancaires canadiens ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le rétrécissement des écarts et la hausse des coûts liés au personnel.

Gestion de patrimoine

Le bénéfice net de 738 millions de dollars a augmenté de 176 millions, ou 31 %, par rapport à il y a un an, en raison surtout de la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes. La croissance moyenne des volumes et la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'accroissement de la rémunération variable ainsi que par les répercussions du rétrécissement des écarts.

Le bénéfice net a progressé de 47 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent, du fait principalement de l'augmentation de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète l'appréciation des marchés et des ventes nettes, et de la croissance moyenne des volumes. Ces facteurs ont été atténués par l'accroissement de la rémunération variable, par la baisse des revenus tirés des transactions, ce qui a découlé surtout des activités des clients, et par la contraction des écarts.

Assurances

Le bénéfice net a atteint 234 millions de dollars, en hausse de 18 millions, ou 8 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par l'incidence des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité, par la réduction des coûts des sinistres et par l'incidence favorable des ajustements actuariels. Ces facteurs ont été atténués par les répercussions des profits réalisés sur les placements un an plus tôt.

Par rapport au trimestre précédent, le bénéfice net a affiché une hausse de 47 millions de dollars, ou 25 %, ce qui provient surtout d'une augmentation des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité.

Services aux investisseurs et de trésorerie

Le bénéfice net s'est chiffré à 88 millions de dollars, ce qui signale une hausse de 12 millions, ou 16 %, par rapport à il y a un an, du fait surtout de la hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités étant donné qu'au même trimestre de l'exercice précédent, les revenus reflétaient l'incidence défavorable des variations des taux d'intérêt et les conséquences accrues du niveau élevé des liquidités de l'entreprise. Ces facteurs ont été atténués par la baisse des revenus générés par les dépôts des clients, baisse découlant surtout de la compression des marges, et par l'accroissement des coûts liés à la technologie.

Le bénéfice net a reculé de 32 millions de dollars, ou 27 %, par rapport au trimestre précédent, et ce, en raison principalement du repli des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, ce qui reflète la baisse des profits à la cession de titres de placement, de la hausse des coûts liés à la technologie et d'un ajustement favorable de la taxe de vente au trimestre précédent.

Marchés des Capitaux

Le bénéfice net s'est établi à 1 129 millions de dollars, s'étant renforcé de 180 millions, ou 19 % sur un an, du fait essentiellement de la diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit et du montant record des revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le recul des revenus du secteur Marché mondiaux étant donné qu'un an plus tôt, l'intensification des activités des clients avait eu une incidence positive sur ces revenus.

Par rapport au trimestre précédent, le bénéfice net s'est accru de 58 millions de dollars, ou 5 %, ce qui a découlé principalement de la diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit et de la baisse de la rémunération par suite du recul des revenus. Ces facteurs ont été annulés en partie par la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe dans la plupart des régions par suite du ralentissement des activités des clients.

(5) Le bénéfice avant dotations et impôts correspond au bénéfice (2 113 millions de dollars au T3 2021, 1 367 millions au T3 2020) avant impôt (719 millions de dollars au T3 2021, 469 millions au T3 2020) et avant dotations à la provision pour pertes de crédit ((179) millions de dollars au T3 2021, 527 millions au T3 2020). Il s'agit d'une mesure hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR à la page 4 du présent communiqué portant sur les résultats.

Fonds propres – Au 31 juillet 2021, notre ratio CET1 s'établissait à 13,6 %, en hausse de 80 p.b. par rapport au dernier trimestre, en raison essentiellement d'une diminution de l'actif pondéré en fonction des risques, laquelle rend compte de l'incidence des mises à jour des paramètres des modèles, ainsi que des capitaux autogénérés. Ces facteurs ont été atténués par les hausses de l'actif pondéré en fonction des risques qui ont résulté en grande partie de l'expansion des activités.

L'actif pondéré en fonction des risques a diminué de 12,6 milliards de dollars du fait surtout de l'incidence des mises à jour des paramètres des modèles afin d'accroître le seuil utilisé pour identifier les petites entreprises clientes assujetties au traitement applicable à la clientèle de détail, tel que permis en vertu des exigences en matière de fonds propres réglementaires, et de recalibrer les paramètres relatifs à la probabilité de défaillance pour le reste des emprunteurs de notre portefeuille de prêts de gros. Ces facteurs ont été compensés en partie par l'expansion des activités, principalement en ce qui concerne les prêts de gros, ce qui inclut les engagements de souscription de prêts, les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts aux particuliers, et par une hausse des multiplicateurs de la valeur à risque en période de tensions suivant la levée des mesures temporaires instaurées par le Bureau du surintendant des institutions financières en réaction à la pandémie de COVID-19.

Liquidité – La moyenne du ratio de liquidité à court terme du trimestre clos le 31 juillet 2021 s'est établie à 125 %, ce qui représente un excédent d'environ 69,2 milliards de dollars, comparativement à un taux de 133 % et à un excédent d'environ 89,6 milliards au trimestre précédent. La moyenne du ratio de liquidité à court terme a diminué par rapport au trimestre précédent en raison principalement de l'augmentation des prêts de détail et de ceux de gros, ce qui a été atténué par la croissance soutenue des dépôts des clients.

Au 31 juillet 2021, le ratio de liquidité à long terme se situait à 116 %, ce qui se traduit par un excédent d'environ 110,4 milliards de dollars, comparativement à un taux de 118 % et à un excédent de quelque 119,0 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à long terme a diminué par rapport au trimestre précédent en raison essentiellement de l'augmentation des prêts de détail et de ceux de gros ainsi que de la hausse des titres figurant au bilan, facteurs neutralisés en partie par la croissance soutenue des dépôts des clients.

Qualité du crédit

Troisième trimestre de 2021 par rapport au troisième trimestre de 2020

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est chiffré à (540) millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de (492) millions de dollars, en baisse de 1 170 millions sur un an, ce qui provient de la diminution des dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffré à (28) p.b., ayant reculé de 68 p.b. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est chiffré à 8 p.b., en baisse de 15 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est établie à (638) millions de dollars, contre 280 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui rend compte des contrepassations de dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine dans le trimestre à l'étude par suite essentiellement de l'amélioration de nos perspectives concernant la qualité du crédit et de nos perspectives macroéconomiques, alors qu'un an plus tôt, des dotations avaient été constituées en raison de l'évolution des répercussions de la pandémie de COVID-19.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est établie à 146 millions de dollars, soit un recul de 252 millions attribuable principalement à la diminution des dotations dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. La diminution s'explique également par le contraste entre les dotations constituées dans les secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine à l'exercice précédent et les recouvrements du trimestre considéré.

Troisième trimestre de 2021 par rapport au deuxième trimestre de 2021

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffrée à (492) millions de dollars, en baisse de 409 millions par rapport au trimestre précédent, ce qui a découlé essentiellement de la diminution des dotations dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est comprimé de 23 p.b. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a fléchi de 3 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est établie à (638) millions de dollars, en baisse de 378 millions en raison principalement de l'augmentation des contrepassations de dotations dans les secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises par suite essentiellement de l'amélioration continue de nos perspectives concernant la qualité du crédit et de nos perspectives macroéconomiques.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est chiffrée à 146 millions de dollars, en baisse de 31 millions, ce qui a découlé essentiellement de la diminution des dotations dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, facteur atténué par le recul des recouvrements dans le secteur Marchés des Capitaux comparativement au trimestre précédent.

Correction de valeur pour pertes de crédit

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffrée à 4 867 millions de dollars, ayant diminué de 12 % en regard du trimestre précédent et de 20 % comparativement au niveau record enregistré au quatrième trimestre de 2020. Le ratio de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts et acceptations sur le total des prêts et acceptations s'est chiffré à 67 p.b., en baisse de 12 p.b. par rapport au dernier trimestre et de 22 p.b. en regard du ratio record enregistré au quatrième trimestre de 2020.

L'utilisation du numérique poursuit sa progression comme l'illustrent l'augmentation de 10 % du nombre d'utilisateurs de services mobiles actifs sur 90 jours par rapport à il y a un an, nombre qui atteint maintenant 5,4 millions, et la hausse de 27 % du nombre de sessions mobiles sur un an, pour s'établir à 111,6 millions. L'adoption du numérique a progressé pour atteindre 56,4 % et les transactions en libre-service ont diminué de 100 p.b. par rapport à l'an dernier, mais sont demeurées élevées, atteignant ainsi 93,5 %.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres financiers, dont le bénéfice net, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des mesures hors PCGR, dont le bénéfice avant dotations et impôts. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le bénéfice avant dotations et impôts n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actions ordinaires à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. Nous nous servons du bénéfice avant dotations et impôts pour évaluer notre capacité à faire croître notre bénéfice de façon continue, compte non tenu des pertes de crédit, lesquelles sont touchées par le caractère conjoncturel du cycle du crédit. Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance.

Pour de plus amples renseignements sur le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et les autres principales mesures du rendement et mesures hors PCGR, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2021.

MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent communiqué portant sur les résultats, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications, y compris les déclarations de notre président et chef de la direction. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à notre vision et à nos objectifs stratégiques et aux conséquences que la pandémie causée par le coronavirus (COVID-19) pourrait continuer d'avoir sur nos activités commerciales, nos résultats financiers, notre situation financière et nos objectifs financiers, ainsi que sur l'économie mondiale et la conjoncture des marchés financiers. L'information prospective contenue dans le présent communiqué portant sur les résultats est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « viser », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, d'assurance, de non-conformité à la réglementation (ce qui pourrait faire en sorte que nous fassions l'objet de procédures juridiques et réglementaires dont l'issue potentielle pourrait notamment mener à des restrictions, sanctions et amendes réglementaires), le risque de réputation, les risques liés au cadre juridique et réglementaire et à la concurrence, ainsi que les risques opérationnel, stratégique et systémique et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques portant sur le risque et à la rubrique Faits nouveaux importants : la COVID-19 de notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 octobre 2020 (le « rapport annuel 2020 ») ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Incidence de la pandémie de COVID-19 de notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2021. Ces autres risques incluent ceux qui concernent le contexte commercial et la conjoncture économique, les technologies de l'information et les cyber-risques, le marché de l'immobilier canadien et l'endettement des ménages, l'incertitude géopolitique, les risques liés à la confidentialité, aux données et aux tierces parties, les changements de réglementation, les risques environnementaux et sociaux (y compris les changements climatiques), les bouleversements numériques et l'innovation, la culture et la conduite, le contexte commercial et la conjoncture économique dans les secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence et l'émergence d'urgences sanitaires ou de crises de santé publique généralisées, telles que des épidémies et des pandémies, dont celle de COVID-19, et leur incidence sur l'économie mondiale et la conjoncture des marchés financiers, ainsi que sur nos activités commerciales, nos résultats financiers, notre situation financière et nos objectifs financiers.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent communiqué portant sur les résultats sont présentées à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, aux rubriques Priorités stratégiques et Perspectives de notre rapport annuel 2020, mises à jour aux rubriques Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et Incidence de la pandémie de COVID-19 de notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2021. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques portant sur le risque et à la rubrique Faits nouveaux importants : la COVID-19 de notre rapport annuel 2020 ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Incidence de la pandémie de COVID-19 de notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2021.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent communiqué portant sur les résultats. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent communiqué portant sur les résultats sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

ACCÈS AUX DOCUMENTS TRAITANT DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Les investisseurs, médias et autres parties intéressées peuvent consulter le présent communiqué portant sur les résultats trimestriels, les diapositives sur nos résultats trimestriels, de l'information financière supplémentaire et notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2021 en accédant à l'adresse www.rbc.com/investisseurs.

Conférence téléphonique sur les résultats trimestriels et diffusion Web

Notre conférence téléphonique sur les résultats trimestriels aura lieu le 25 août 2021 à 8 h (HAE) et comportera une présentation par les dirigeants de RBC de nos résultats pour le troisième trimestre. Cette présentation sera suivie d'une période de questions pour les analystes. Les parties intéressées pourront écouter en direct la conférence téléphonique en accédant à l'adresse rbc.com/investisseurs/quarterly-financial-statements.html ou en composant le 416-340-2217 ou le 866-696-5910 et en entrant le code d'accès 7285593#, entre 7 h 50 et 7 h 55 (HAE).

Les commentaires de la direction seront affichés sur notre site Web peu après la conférence téléphonique. De plus, il sera possible d'écouter un enregistrement de la conférence dès le 25 août 2021 à 17 h (HAE), et ce, jusqu'au 30 novembre 2021, en accédant à l'adresse rbc.com/investisseurs/quarterly-financial-statements.html ou en composant le 905-694-9451 ou le 800-408-3053 et en entrant le code d'accès 8026879#.

Renseignements aux médias

Gillian McArdle, directrice principale, Communications, Gestion des risques du Groupe et Finance, gillian.mcardle@rbccm.com, 416-842-4231
Fiona McLean, directrice, Communications financières, fiona.mclean@rbc.com, 437-778-3506
Denis Dubé, Relations avec les médias, 514-874-6556

Renseignements aux investisseurs

Nadine Ahn, première vice-présidente, Financement de gros et Relations avec les investisseurs, nadine.ahn@rbccm.com, 416-974-3355

Asim Imran, vice-président, Relations avec les investisseurs, asim.imran@rbc.com, 416-955-7804

Marco Giurleo, directeur principal, Relations avec les investisseurs, marco.giurleo@rbc.com, 416-955-2546

APERÇU DE RBC

La Banque Royale du Canada est une institution financière mondiale définie par sa raison d'être, guidée par des principes et orientée vers l'excellence en matière de rendement. Notre succès est attribuable aux quelque 88 000 employés qui mettent à profit leur créativité et leur savoir-faire pour concrétiser notre vision, nos valeurs et notre stratégie afin que nous puissions contribuer à la prospérité de nos clients et au dynamisme des collectivités. Selon la capitalisation boursière, nous sommes la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Nous avons adopté un modèle d'affaires diversifié axé sur l'innovation et l'offre d'expériences exceptionnelles à nos 17 millions de clients au Canada, aux États-Unis et dans 27 autres pays. Pour en savoir plus, visitez le site rbc.com.

Nous sommes fiers d'appuyer une grande diversité d'initiatives communautaires par des dons, des investissements dans la collectivité et le travail bénévole de nos employés. Pour de plus amples renseignements, visitez le site www.rbc.com/collectivités-impact-social.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent communiqué portant sur les résultats comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA et RBC, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent communiqué portant sur les résultats, y compris celles qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada, sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.